



Les accords d'Oslo : cours et fiche de révision Terminale HGGSP

Cours complet sur les accords d'Oslo pour la Terminale HGGSP : définitions, méthode, exercices corrigés et fiche PDF à imprimer.

histoire-géographie lycée

Terminale

Les accords d'Oslo désignent la Déclaration de principes signée le 13 septembre 1993 à Washington. Elle est formellement signée par Shimon Peres et Mahmoud Abbas, en présence de Yitzhak Rabin, Yasser Arafat et Bill Clinton. Ils organisent une autonomie palestinienne partielle en Cisjordanie et à Gaza, divisée en zones A, B et C.

La requête « accords d'Oslo » correspond au chapitre de géopolitique consacré à ce dossier en Terminale HGGSP. Sur cette page : la leçon structurée, des exercices progressifs et leur correction complète, avec un PDF prêt à imprimer.

Que sont les accords d'Oslo signés en 1993 ?

Ce texte couronne des mois de tractations menées discrètement en Norvège, entre négociateurs israéliens et représentants de l'OLP, alors que tout contact officiel entre Israël et l'OLP restait interdit par la loi israélienne. Début septembre 1993, les deux camps franchissent une étape décisive avec un échange de lettres de **reconnaissance mutuelle entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin** : Israël reconnaît l'OLP comme représentante légitime du peuple palestinien, l'OLP reconnaît le droit d'Israël à exister en paix et en sécurité. La signature de Washington officialise ce basculement devant les caméras du monde entier, avec la poignée de main entre Rabin et Arafat restée l'image la plus citée du processus, alors que ce sont Peres et Abbas qui apposent leur signature au bas du texte. Pour une copie de bac, retenir ces noms et cette date sécurise l'essentiel des points d'identification. Le contenu réel du texte distingue ensuite une copie moyenne d'une copie qui rapporte.

Le contexte de la guerre des Six Jours et des négociations secrètes

Tout remonte à juin 1967 : en six jours, Israël occupe la Cisjordanie, Gaza, le Sinaï et le plateau du Golan, un basculement territorial que l'ONU tente ensuite d'encadrer sans jamais parvenir à un règlement appliqué. Vingt ans plus tard, la Cisjordanie et Gaza restent sous occupation militaire israélienne, ce qui nourrit la contestation palestinienne et bloque tout dialogue officiel. C'est précisément parce que les canaux diplomatiques classiques sont dans l'impasse que des universitaires norvégiens organisent, hors des radars médiatiques, des rencontres entre juristes israéliens et cadres de l'OLP.

Les accords d'Oslo (1993) · 3 minutes d'Histoire

- **1967** guerre des Six Jours, début de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza. Début septembre 1993 : échange de lettres de reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP. 13 septembre 1993 : signature de la Déclaration de principes à Washington. 28 septembre 1995 : signature d'Oslo II à Washington. 4 novembre 1995 : assassinat de Rabin à Tel-Aviv. 7 octobre 2023 : déclenchement de la guerre Israël-Hamas, trente ans après Oslo.

Frise chronologique des accords d'Oslo de 1967 à 2023

Le contenu de la Déclaration de principes : ce que prévoyait Oslo I

Le texte de 1993 n'accorde pas l'indépendance : il organise une **autonomie intérimaire** limitée dans le temps et dans l'espace. Les deux parties s'engagent à mettre en place une **autorité intérimaire palestinienne** dotée d'un **Conseil élu**, chargée d'administrer dans un premier temps **Gaza** et la ville de **Jéricho**, en Cisjordanie. L'élection de ce Conseil devait intervenir avant le 13 juillet 1994, pour une période transitoire limitée dans le calendrier fixé par l'accord. Ce périmètre restreint teste la capacité palestinienne à s'autogouverner avant un élargissement, une logique de pilote avant déploiement complet que tout ingénieur reconnaîtra. Le vrai piège du texte, celui que beaucoup de copies ratent : il renvoie délibérément à plus tard le

statut de Jérusalem, le sort des réfugiés palestiniens, l'avenir des colonies et le tracé définitif des frontières, explicitement exclus des discussions immédiates et reportés au **statut final**. Oslo I signe un accord sur la méthode et le calendrier, pas sur le contenu du règlement, ce qui permet à chaque camp de continuer à revendiquer sa propre version de l'issue finale.



Oslo II et le découpage de la Cisjordanie en zones A, B et C

Deux ans après Washington, le processus franchit une étape supplémentaire avec l'accord négocié et paraphé à Taba, puis signé à Washington, plus connu sous le nom d'**Oslo II**, qui prolonge et précise le cadre posé par Oslo I. Le changement majeur porte sur le territoire : la Cisjordanie est désormais découpée en trois zones aux statuts juridiques et sécuritaires distincts, un découpage que tout élève de HGGSP doit savoir restituer sans hésiter, tant il structure encore la carte politique du territoire aujourd'hui. Le tableau ci-dessous résume l'essentiel à mémoriser.

Zone	Administration civile	Sécurité	Poids sur le territoire
Zone A	Autorité palestinienne	Forces de sécurité palestiniennes	Villes principales, portion minoritaire
Zone B	Autorité palestinienne	Maintien de l'ordre public assuré par la police palestinienne, tandis qu'Israël conserve la responsabilité de la sécurité globale et extérieure	Gestion mixte, portion intermédiaire
Zone C	Israël	Israël	Majorité du territoire cisjordanien

Le point que je fais systématiquement vérifier à mes élèves avant une épreuve : les redéploiements israéliens prévus par Oslo II n'ont été que partiellement réalisés, et le statut transitoire s'est durablement prolongé au lieu de s'effacer devant le règlement final. Israël conserve un contrôle sécuritaire déterminant en zone C, qui représente la majorité du territoire, ainsi qu'une responsabilité sécuritaire globale en zone B, où seul l'ordre public revient à la police palestinienne. Cumulées, zones B et C représentent la très large majorité de la Cisjordanie placée sous contrôle sécuritaire israélien direct ou global : c'est ce constat, plus que la simple description des trois zones, qui rapporte des points en dissertation, parce qu'il démontre que le cadre intérimaire s'est figé en statu quo durable.

Pourquoi les accords d'Oslo n'ont pas abouti à un État palestinien

Trois causes s'enchaînent, et un correcteur de bac attend qu'on les articule plutôt qu'on les juxtapose. La première tient à la disparition du principal artisan israélien du processus : l'assassinat de Rabin, le 4 novembre 1995, prive Oslo de l'autorité politique capable de porter des concessions territoriales face à une opinion israélienne divisée. La deuxième cause est structurelle : la **colonisation** israélienne en Cisjordanie se poursuit pendant toute la période transitoire, alors que l'esprit du texte de 1993 supposait un gel de fait, ce qui alimente la défiance palestinienne. La troisième cause, plus lente à se révéler mais décisive, tient au renvoi permanent des questions les plus sensibles :

Jérusalem, réfugiés, frontières et colonies restent sans réponse négociée jusqu'à l'échec des pourparlers de Camp David en 2000. Ce blocage débouche sur la **seconde Intifada** dès l'automne 2000, une explosion de violence qui enterre concrètement l'esprit d'Oslo sur le terrain. Trente ans plus tard, les accords d'Oslo signés à Washington précèdent la guerre déclenchée le 7 octobre 2023 entre Israël et le Hamas, un repère utile pour situer, en conclusion de dissertation, l'échec d'Oslo dans la longue durée du conflit plutôt que comme un épisode isolé. C'est bien l'addition de ces trois causes, sur une décennie, qui verrouille le processus.

L'assassinat de Rabin, un tournant pour le processus de paix

Le 4 novembre 1995, à 21 h, Yitzhak Rabin achève un discours en faveur des accords d'Oslo devant une foule rassemblée place des Rois d'Israël, à Tel-Aviv, quand il est abattu de plusieurs balles. L'auteur des coups de feu, **Yigal Amir**, est un ultranationaliste juif israélien fermement opposé au processus de paix et à toute cession de territoire à l'Autorité palestinienne. Né en 1922, Premier ministre une première fois entre 1974 et 1977 puis à nouveau à partir de 1992, Rabin incarnait la seule figure capable d'imposer Oslo à droite de l'échiquier politique israélien : sa mort laisse un vide qu'aucun successeur ne comblera durablement.

Mobiliser les accords d'Oslo dans une dissertation ou une étude de documents

En copie, Oslo rapporte des points précis, à condition de ne pas se contenter d'un récit chronologique. Ce qui fait vraiment la différence, classé par ordre de rendement le jour de l'épreuve :

- **Dater avec précision** : citer 1993, 1995 et 2023 en les reliant entre eux vaut plus que trois paragraphes descriptifs isolés.
- **Employer le vocabulaire exact** : « autonomie intérimaire », « statut final », « zones A, B, C » signalent au correcteur une lecture du texte original, pas une paraphrase de cours.
- **Relier à Camp David 2000 et à la seconde Intifada** pour montrer qu'Oslo s'inscrit dans une séquence, pas dans un événement isolé.

- **Nuancer systématiquement** : Oslo est une avancée diplomatique réelle, la reconnaissance mutuelle, autant qu'un échec d'application, les zones C jamais rétrocedées.
- **Pour une étude critique de documents** sur une carte des zones A/B/C, identifier d'abord l'auteur et la date de la source avant de commenter le déséquilibre territorial, sinon l'analyse tourne à la simple description.

Les trois dates à connaître par cœur

Le 13 septembre 1993 correspond à la signature d'Oslo I à Washington : c'est la naissance officielle du processus. Le 28 septembre 1995 marque la signature d'Oslo II à Washington (accord négocié et paraphé à Taba), qui introduit le découpage en zones A, B et C. Le 4 novembre 1995, enfin, correspond à l'assassinat de Rabin à Tel-Aviv, à peine un mois après la signature d'Oslo II, un enchaînement si rapproché qu'il mérite d'être signalé explicitement en copie pour montrer que l'échec du processus commence quasi immédiatement après sa consolidation territoriale.

Quelle est la date de signature des accords d'Oslo ?

Les accords d'Oslo, ou Déclaration de principes, sont formellement signés le 13 septembre 1993 à Washington par Shimon Peres et Mahmoud Abbas, en présence de Yitzhak Rabin et Yasser Arafat. Ils font suite à un échange de lettres de reconnaissance mutuelle entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, conclu début septembre 1993, à l'issue de négociations secrètes menées en Norvège.

Qu'est-ce que les accords d'Oslo ?

Les accords d'Oslo désignent un ensemble de textes négociés en secret entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, prévoyant une autonomie intérimaire pour Gaza et la Cisjordanie avant une négociation ultérieure sur le statut final du territoire palestinien.

Qui a signé les accords d'Oslo ?

La Déclaration de principes est formellement signée par Shimon Peres, ministre israélien des Affaires étrangères, et Mahmoud Abbas, au nom de l'OLP, en présence de Yitzhak Rabin, Premier ministre israélien, Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP, et du président américain Bill Clinton, qui facilite les négociations sans être signataire au même titre que les deux parties.

Pourquoi les accords d'Oslo n'ont pas abouti ?

Trois facteurs expliquent l'échec : l'assassinat de Rabin le 4 novembre 1995, la poursuite de la colonisation israélienne en Cisjordanie pendant la période transitoire, et le report permanent des questions du statut final (Jérusalem, réfugiés, frontières), jamais réellement négociées.

Quelles sont les principales décisions prises lors des accords d'Oslo ?

Oslo I instaure une autonomie intérimaire pour Gaza et Jéricho, confiée à une autorité palestinienne et à un Conseil élu avant le 13 juillet 1994. Oslo II, en 1995, découpe ensuite la Cisjordanie en zones A, B et C.

Quelles sont les raisons du déclenchement de l'Intifada ?

La première Intifada éclate à la fin des années 1980, portée par l'exaspération face à l'occupation militaire de la Cisjordanie et de Gaza engagée depuis 1967. La seconde, en 2000, suit l'échec des négociations de Camp David et l'enlisement du processus d'Oslo.

Reprends la fiche « À retenir » avant de t'entraîner sur les exercices, puis vérifie chaque réponse dans la section Correction. Télécharge le PDF pour réviser hors ligne et complète avec la leçon sur le conflit israélo-palestinien pour situer ces accords dans le temps long.

À jour au 28.09.2026

[Continue sur hglycee.fr](https://hglycee.fr)

Hglycee - Document pédagogique